

## La «montée» au Mur des Fédérés du Père-Lachaise

Pèlerinage laïque partisan

Franck Frégosi

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/23359>

DOI : 10.4000/assr.23359

ISBN : 978-2-7132-2303-7

ISSN : 1777-5825

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2011

Pagination : 165-189

ISSN : 0335-5985

### Référence électronique

Franck Frégosi, « La «montée» au Mur des Fédérés du Père-Lachaise », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 155 | juillet-septembre 2011, mis en ligne le 10 novembre 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/23359> ; DOI : 10.4000/assr.23359

---

Franck Frégosi

## La « montée » au Mur des Fédérés du Père-Lachaise

### Pèlerinage laïque partisan

Depuis plus d'un siècle, la « montée » au Mur des Fédérés du Père-Lachaise, durant le mois de mai, s'est imposée comme l'expression d'un pèlerinage laïque auquel participent des militants politiques de gauche, des syndicalistes et des francs-maçons. Pour les uns, il s'agit d'honorer la mémoire des communards tombés en martyrs sous les balles des « Versaillais » en mai 1871, et, à travers eux, tous les autres combattants de la cause révolutionnaire. Pour d'autres, c'est aussi l'occasion de célébrer les idéaux de la franc-maçonnerie moderne et libérale qu'incarnerait l'expérience fondatrice de la Commune.

Le « Mur » s'est peu à peu imposé comme la *domus ecclesia* à ciel ouvert d'une gauche laïque et révolutionnaire. Cet espace séculier est devenu un nouvel espace de sacralisation auprès duquel reposent, et viennent se rassembler et se ressourcer ceux qui croient et espèrent toujours en l'avènement possible d'une société plus juste et égalitaire, achèvement de l'œuvre inachevée des révoltés de mars 1871.

Dans le présent article, notre objectif est de compléter les approches classiques (Dupront, 1987 ; Chélini, Branthomme, 2004) du pèlerinage comme temps fort de la mobilisation religieuse, déplacement volontaire de croyants vers un lieu réputé saint, en vue d'en retirer des bienfaits de type spirituel, symbolique voire physiologique (guérisons) attestant d'une rencontre efficace avec le divin. Nous proposons de repenser la figure du pèlerinage à partir du lieu hautement symbolique du Mur des Fédérés, dans lequel s'enracine une certaine tradition ouvrière, socialiste, libertaire et libre penseuse qui a toujours cultivé la plus grande défiance vis-à-vis du religieux.

Nos sources documentaires nous confortent dans l'idée que nous sommes ici face à un type particulier de pèlerinage civil, le pèlerinage laïque commémoratif et partisan, qui illustre le croisement entre le domaine du sacré et une forme de mobilisation sociale partisane, en un mot la quête inconsciente d'un sacré et de rituels de substitution pour ceux que leurs choix philosophiques et politiques éloignent généralement des rituels religieux classiques.

Notre réflexion s'inscrit dans le prolongement des approches historique et anthropologique développées par Marc Abélès sur les rituels républicains contemporains (1990), et de celles de Claude Rivière sur les liturgies politiques (1988).

Ce que notre analyse vise, c'est le religieux inattendu transparaissant dans les divers cérémoniaux, les cortèges aux allures de processions laïcisées se déployant devant le Mur des Fédérés ainsi que les formes de dévotions séculières qui s'y déroulent. Notre propos se développera en trois temps :

- un bref rappel des faits historiques relatifs au lieu étudié ;
- un repérage des types d'opérateurs sociaux qui se rassemblent à sa proximité ;
- une présentation du concept de pèlerinage laïque commémoratif et partisan et des dispositifs rituels mis en œuvre devant le Mur.

## **Le « Mur des Fédérés », lieu sacré de la mémoire ouvrière parisienne**

L'origine des commémorations annuelles de la semaine sanglante est relativement mal connue. De 1871 à 1880, c'est le silence qui semble prévaloir (Rebérioux, 1997 : 536) tant la douleur est vive dans le monde ouvrier parisien, mais aussi parce que le régime de l'ordre moral veille à contenir toute effusion désordonnée. Aussi la priorité est-elle donnée à la collecte de fonds destinés aux familles des détenus politiques et des proscrits.

Il semble que la première commémoration se soit néanmoins déroulée en 1878, autour du 18 mars, sous la forme d'un banquet fraternel à l'initiative du journal de Jules Guesde *L'Égalité*. La date choisie marque le souvenir du début de l'insurrection parisienne (l'exécution des généraux Le Comte et Clément et le départ de Thiers de la capitale) et non de la « semaine sanglante » qui en fixe le terme. De surcroît, le choix du Mur du Père-Lachaise ne fit pas l'unanimité : de nombreux autres espaces portaient les traces et abritaient les dépouilles des insurgés de 1871, comme la nécropole de Montparnasse où avaient été inhumés dans la fosse commune plus de communards qu'au Père-Lachaise (Tartakowsky, 1999), ou encore celles de Charonne et de Clichy. La tradition veut pourtant que, dès la Toussaint 1871, des bouquets anonymes aient commencé à fleurir discrètement les lieux.

Le premier rassemblement d'importance eut lieu le 23 mai 1880, juste après l'amnistie partielle des anciens communards, exilés et déportés, intervenue en mars 1879, et juste avant l'amnistie générale de juillet 1880. Il fut principalement coordonné par le Parti ouvrier (guesdiste) *via* ses relais associatifs, tel le Comité socialiste d'aide aux amnistiés et non-amnistiés, l'Union fédérative ouvrière et l'Union syndicale des travailleurs de la Seine et la presse socialiste (*L'Égalité*, *Le Proletaire*). Ce rassemblement funèbre s'est focalisé autour de la fosse commune où furent ensevelis les insurgés. Le lieu retenu pour ces défilés est un terrain situé

dans la 76<sup>e</sup> division, devant le mur de Charonne à l'est du cimetière. Il semblerait que ce soit là que, le 28 mai 1871, cent quarante-sept communards soient passés par les armes. À leurs côtés, auraient été versés les cadavres de milliers de communards. Les sources varient sur le nombre de corps ainsi abandonnés : les plus crédibles évoquent entre huit cent quarante-sept et mille deux cents personnes, les plus mythiques mentionnent vingt à trente-cinq mille personnes fusillées (hommes, femmes et enfants), un chiffre correspondant peu ou prou à l'ensemble total des victimes de la Commune.

C'est là que, pendant des décennies, à l'appel de la presse militante vont défiler en cortège tous les amis de la Commune. Des prises de parole viennent souvent rompre des cortèges par ailleurs silencieux, manières d'enterrements, en mémoire de tous ceux qui furent privés d'obsèques. C'est au travers des poèmes, des chansons populaires et surtout des dessins et tableaux que peu à peu l'évocation du Mur sera associée à celle de la fosse dans laquelle reposent les corps des martyrs des troupes versaillaises. Avec le Mur des Fédérés, dépourvu de tout emblème confessionnel, nous sommes face à un espace qui n'est pas moins sacralisé et ritualisé et devant lequel des militants deux siècles durant s'assemblent en silence, déposent des couronnes et des gerbes de fleurs. Ils y écoutent aussi des récits lyriques, sortes d'homélies rouges, dans lesquelles les orateurs font mémoire des martyrs de 1871 et de l'œuvre de la Commune et invitent les vivants à entretenir la flamme de la révolte et à poursuivre l'œuvre des insurgés parisiens.

## Le Mur des Fédérés, un espace convoité

Tout au long de l'histoire, ce lieu sacré de la mémoire ouvrière parisienne a été, malgré son statut de nécropole, un terrain de tensions, non seulement entre partisans et adversaires de la Commune, mais aussi entre frères et camarades de lutte devenus ennemis. Dans le passé il devait également faire l'objet d'une surveillance particulière des pouvoirs publics, méfiants de voir là se développer un cérémonial civique non répertorié qui pouvait rapidement se muer en manifestation de rue.

De 1880 à 1885, la tension est particulièrement vive entre le gouvernement républicain, toutes les factions anarchistes, et les groupes socialistes rivaux (guesdistes, blanquistes, possibilistes...) : le drapeau tricolore est souvent aux prises avec le drapeau rouge. Les premières commémorations donnent souvent lieu à l'expression du ressentiment populaire ; l'hommage aux fusillés de 1871 se conjugue avec un fort sentiment de vengeance à l'encontre des possédants, des bourgeois et des capitalistes.

Des tensions divisent également les manifestants entre eux : c'est alors drapeau rouge contre drapeau noir, l'emblème des anarchistes. Si la plupart des participants se plient à la logique commémorative pacifique et au rite du cortège, quelques anarchistes, à la suite de Louise Michel revenue d'exil, et les socialistes

révolutionnaires voulaient sortir de la logique processionnaire et adopter une logique plus offensive. L'idée d'une insurrection populaire armée est avancée, mais elle ne parviendra pas à emporter l'adhésion de tous. Peu à peu se fait jour l'idée d'ériger un monument aux Fédérés. Un comité des combattants de 1871 est ainsi constitué et viendra épauler et conseiller le Comité du monument des Fédérés, dirigé par l'ancien communard Lissagaray. Les socialistes avec le soutien des radicaux obtiennent du conseil municipal, fin 1883, la concession pour vingt-cinq ans du terrain convoité. Une souscription est lancée et, le 16 mars 1884, le conseil municipal vote une proposition invitant l'administration à autoriser le chantier. Craignant de voir le Mur lui échapper peu à peu au profit d'un espace accessible à tous, le comité du monument élève en vain devant lui une grille de trente-sept mètres de long, acquise par la souscription, et douze pierres provenant du Palais des Tuileries incendié par les insurgés en 1871. Le 23 mai, les manifestants défilent devant le mur et y déposent plantes et arbustes, stratégie tout aussi payante et moins voyante pour progressivement s'approprier l'espace convoité.

À partir de 1888, à l'occasion de la crise boulangiste, les tensions qui jusque-là divisaient l'intérieur de la mouvance révolutionnaire vont éclater au grand jour. Les possibilistes qui se rendent au Mur le 27 mai sont favorables à une interruption par la force de l'expérience boulangiste, alors que les blanquistes ménagent Boulanger. En mai 1889, des échauffourées éclatent à nouveau, cette fois entre socialistes vaillantistes et rochefortistes. Y compris en 1891, après la fusillade du 1<sup>er</sup> mai à Fourmies, lors de la première célébration française de la journée d'action de la fête du Travail (neuf morts de moins de vingt et un ans), massacre qui souleva l'indignation de tous les leaders de la gauche républicaine, de Clémenceau à Jaurès, la montée au Mur se fera en ordre dispersé. Il faudra attendre le 29 mai 1892 pour qu'une ébauche de manifestation commune soit organisée. Mais l'unité n'est déjà plus de mise l'année suivante. Devant le mur, pas moins de seize discours sont prononcés et souvent entrecoupés de « Vive Ravachol, vive l'anarchie », « Vive la Révolution », ce qui provoque tumultes et bagarres.

La recrudescence des attentats anarchistes aboutit au vote des lois dites scélérates qui limitent le droit d'expression et de manifestation. Le drapeau rouge est alors interdit et les manifestants qui se rendent au Mur des Fédérés doivent le faire par petits groupes et en silence sous le contrôle de forces de l'ordre largement déployées devant et dans la nécropole. Tous cris du type « Vive la Commune », ou tout couplet de *L'Internationale* peuvent déclencher la charge des policiers. Cette stratégie d'endiguement, combinée à l'opportunisme d'une partie des élus socialistes qui soutiennent le gouvernement du Bloc des gauches, va démobiliser les socialistes.

En 1904, après le vote par le conseil municipal de la concession perpétuelle, une plaque de marbre de 2,20 m est apposée, portant en lettres dorées la sobre mention « Aux morts de la Commune, 21-28 mai 1871 ».

À partir de 1906, c'est la SFIO qui prend seule en main l'organisation de la manifestation commémorative, boycottée par les anarchistes et critiquée par les socialistes indépendants et d'anciens communards. Le parti socialiste entretient avec la Commune un rapport paradoxal, fait de distance et de fidélité ; Jaurès, notamment, n'était guère porté par l'évocation sanglante et macabre des insurgés de 1871 et préférait de loin la voie du réformisme. En mai 1909, après les tirs essuyés par des grévistes, le parti profite de l'anniversaire de la semaine sanglante pour s'en prendre au gouvernement de Clémenceau et met un terme à son alliance avec les radicaux. En 1913, au lieu du traditionnel pèlerinage au mur, le parti organise un rassemblement au Pré-Saint-Gervais, auquel participeront cent cinquante mille personnes. Peu à peu, et malgré ces oscillations, l'élan révolutionnaire qui restait lié à la Commune de 1871 se fige dans la célébration au Mur des Fédérés.

Le cortège se perpétue sans discontinuité de 1908 à 1914, puis de 1919 à 1939. L'entre-deux-guerres est marqué par une reprise des défilés de la SFIO qui se dote de « commissaires » socialistes chargés d'encadrer strictement les militants pénétrant par petits groupes dans la nécropole. Lorsqu'un événement d'ampleur se produit aux environs de la semaine sanglante, comme lors de la violente répression du 1<sup>er</sup> mai 1919, le parti profite de la montée au Mur pour donner le change et apparaître comme le parti qui s'efforce d'être fidèle aux idéaux révolutionnaires sans rompre pour autant avec son réalisme politique, fidèle à l'esprit plus qu'à la lettre de 1871. La SFIO, engagée dans la stratégie parlementariste et dans une logique de gouvernement, ne peut plus se permettre le moindre débordement ; elle veille à ce que l'ordre règne devant le Mur et se dote d'un cérémonial précis qui fait de son cortège une « cérémonie d'adoubement, rite de passage permettant d'ancrer la stratégie devenue parlementaire dans un héritage qui la légitime, mais lui cède le pas » (Tartakowsky, 1999 : 99).

Le cortège semble lui-même connaître un début de décrue du côté des participants. Sa banalisation et la politique d'encadrement de l'hommage à la Commune ont eu raison de la mobilisation populaire, malgré la protestation des éléments les plus radicaux du parti. L'émergence, après le congrès de Tours, en décembre 1920, de la Section française de l'Internationale communiste (SFIC), place à la gauche de la SFIO une formation rivale. Celle-ci va à son tour chercher à s'approprier la commémoration de la semaine sanglante, et plus largement l'ensemble de la Commune. Dans l'optique de la formation communiste, la Commune de 1871 est comprise et jugée à l'aune de la Révolution d'Octobre 1917. Elle est saluée comme une authentique révolution, mais une révolution inachevée parce que dépourvue d'un parti efficace pour la mener à son terme. En 1921, le communard Camélinat, ancien directeur de la Monnaie sous la Commune, membre fondateur du nouveau parti communiste, remet officiellement au parti le drapeau de la Commune, qui sera ensuite offert aux Soviétiques, en 1924. Érigé en pieuse relique, il sera déposé dans le mausolée de Lénine. Dès

lors, ce seront deux cortèges qui se rendront le plus souvent au Mur à des heures et parfois à des jours différents. La SFIO, consciente de la faiblesse numérique de ses troupes, tente de combler l'écart avec les manifestants communistes en mobilisant ses fédérations de toute la couronne parisienne, les syndicats confédérés de la Seine, et sollicite l'envoi de délégations des autres partis socialistes européens. Les anarchistes s'associent ponctuellement au défilé. La course à la mobilisation se double d'un conflit de mémoire et d'une instrumentalisation politique de l'anniversaire. Les communistes contribuent à estomper le caractère funèbre du cortège au profit d'un marquage politique plus tranché. La cérémonie au Mur est érigée comme la première étape d'une mobilisation qui doit se prolonger, avec des objectifs précis, dans la rue. Les socialistes s'érigent, eux, en gardiens de « la tradition ». Ils fustigent une tentative de détournement « d'un pieux pèlerinage [qui] n'a pas d'autre but que d'honorer les morts » comme on peut le lire en 1923 dans *Le Populaire* (Tartakowsky, 1999 : 110-111).

Il faudra attendre les violents incidents de février 1934 pour que les deux partis se décident à défiler ensemble. Ce sont alors trente-sept mille sept cents participants selon la Préfecture de police, cent mille selon *L'Humanité* qui défilent devant le Mur. Après la victoire du Front populaire aux législatives de 1936, la commémoration est organisée de concert par les deux partis. Près de six cent mille personnes vont défiler durant neuf heures sous l'unique slogan officiel « 1871-1936 », dans une ambiance faite de joie et de solennité. C'est un peu comme si derrière cet élan unitaire la Commune reprenait vie. *L'humanité* (cité par Tartakowsky, 1999 : 132), titre : « Il y a dans le cimetière, comme une grande joie qui ne profane pas les morts, mais défie la mort », et *Le Populaire* déclare : « Devant la mort a défilé la vie ». Le rite de commémoration devient alors rite de résurrection. L'affliction est transfigurée en espérance ; la Commune n'est pas morte, le Front populaire prend le relais. Les portraits de Condorcet, Voltaire, Diderot et Rousseau sont brandis par les participants comme ceux des lointains précurseurs des insurgés de 1871, construisant par là même une lignée (Hervieu-Léger, 1993) qui s'enracine dans la pensée des Lumières, se poursuit avec l'expérience révolutionnaire de 1789 et se prolonge dans la Commune. Mais L'unité de 1936 n'est plus de mise ensuite, les tensions ressurgissent, d'autres périls obscurcissent l'horizon ; la rue devient désormais le principal espace d'expression de la protestation populaire.

C'est à la Libération que le Mur retrouve la faveur des cadres et des militants communistes. Ces derniers dans un élan patriotique associeront à l'hommage aux morts de 1871 ceux tombés dans la lutte contre l'occupant ou morts en déportation. On ne compte plus que soixante mille participants en 1945 au défilé du Parti communiste. La SFIO ne reviendra épisodiquement devant le Mur qu'en 1947, réunissant douze mille personnes, puis dans les années cinquante et jusqu'en 1969 où moins de cinq cents militants feront le déplacement contre trois mille pour le PCF. Le pèlerinage au Mur des Fédérés tend à devenir, peu



à peu, un pèlerinage discret sinon intimiste auquel les grands partis de gauche participent dans des proportions plus que modestes.

Aujourd'hui, ils se contentent d'appeler leurs militants et sympathisants à s'associer à la commémoration « œcuménique » de la semaine sanglante organisée chaque année par l'Association des Amis de la Commune. Cette commémoration est soutenue par un collectif qui s'étend du PCF, aux anarchistes, en passant par le PS, le NPA la LCR, LO, la Libre pensée, les Verts, l'Association Louise Michel, un groupe espérantiste, etc. C'est d'ailleurs grâce à cette association qu'en mai 1968, alors que le personnel de la nécropole était en grève, la manifestation a pu se dérouler. Autrefois principaux ordonnateurs du pèlerinage au Mur des Fédérés, le PCF comme le PS sont de nos jours ravalés au rang de simples acolytes, voire pèlerins d'un jour, ni plus ni moins. D'autres groupes ont pris le relais à l'instar du Grand Orient de France (GODF), qui organise en marge de la commémoration officielle sa propre cérémonie, conférant au site une sacralité supplémentaire, celle d'un lieu de mémoire du Paris maçonnique.

## **Acteurs contemporains et usages sociaux du Pèlerinage au Mur**

Quatre types d'opérateurs sociaux pratiquent aujourd'hui, chaque année ou plus irrégulièrement, la montée au Mur des Fédérés. La diversité des profils de ces pèlerins qui remontent les allées du Père-Lachaise pour se rendre au Mur ne saurait faire oublier que leur nombre reste assez limité. Mais si ce faible nombre (entre trois mille et quelques centaines de personnes) tranche largement avec les cortèges des années trente, ou avec les foules des pèlerinages confessionnels, la diversité des groupes qui sacrifient à ce rite processionnaire témoigne, comme dans les pèlerinages religieux, de profils différenciés de pèlerin qui doivent intéresser le sociologue.

### **Types de pèlerins**

Pour les besoins de notre étude, nous avons identifié et distingué les opérateurs partisans, les opérateurs associatifs, les opérateurs syndicaux et les opérateurs philosophiques.

**Opérateurs partisans :** ce vocable désigne l'ensemble des organisations militantes, des formations et partis politiques qui se réclament de l'esprit, sinon de la lettre, de l'expérience communaliste et qui, chaque année, à date fixe ou de façon spontanée, se rassemblent devant le Mur. Il s'agit pour l'essentiel de mouvements de gauche ou d'extrême gauche. On y trouve le parti socialiste, le parti communiste, les courants trotskistes (LCR puis NPA, LO), la gauche jacobine et républicaine (MRC), les radicaux (PRG). Dans les faits, il n'y a plus guère que le Mouvement républicain et citoyen (chevènementiste) qui, à l'initiative de



Jean-Marie Autexier (suppléant de la députée socialiste du XX<sup>e</sup>, George Paulangevin), organise tous les 12 ou 18 mai, son propre rassemblement devant le Mur sous le vocable champêtre de « Fête des cerises ». Les autres formations de la gauche démocratique se contentent d'appeler à participer aux manifestations organisées par le tissu associatif.

S'agissant du PS, c'est, pour l'essentiel, la section du XX<sup>e</sup> arrondissement qui se mobilise chaque année et dépose une gerbe devant le mur. Des élus locaux de l'arrondissement et des parlementaires revêtus de leur écharpe tricolore se mêlent aux différents cortèges commémoratifs (GODF, Association des Amis de la Commune...) et sont invités à prendre la parole. C'est ainsi qu'en mai 2009, à l'occasion de la cérémonie organisée par le GODF, le maire-adjoint socialiste de l'arrondissement, Pascal Joseph, a évoqué « l'immortalité permanente de l'œuvre de la Commune ».

Des groupes partisans, composés de militants révolutionnaires affiliés à des groupuscules qui ne se reconnaissent pas dans le système politique actuel, et dont certains ont pu avoir directement recours ou soutenu l'action clandestine et violente, manifestent également devant le Mur. Il en va ainsi des militants de groupes anarchistes et plus encore de ceux qui se réclament, peu ou prou, de l'héritage d'Action directe. Ces derniers privilégient des regroupements en dehors des créneaux officiels habituels, notamment sous la forme d'hommages civils marquant la mort d'un militant. Ils se considèrent comme les authentiques continuateurs de l'œuvre de la Commune. On mesure ici l'importance symbolique que revêt pour ces organisations minoritaires le fait de continuer à se rendre devant le Mur des Fédérés et à s'inscrire dans une généalogie illustre, là où les partis dominants (PCF, PS...) ont peu à peu renoncé à ces rassemblements spécifiques au profit de formes de mobilisations plus unitaires.

**Opérateurs associatifs :** une multitude d'associations proches des milieux de la gauche française accomplissent également le pèlerinage au Mur. Actives dans les domaines social, culturel et historique, elles reconnaissent dans la Commune de Paris un événement historique dont il convient de préserver l'héritage et les valeurs, ainsi qu'il faut honorer la mémoire de ceux qui lui sont liés. Entrent dans ce cas de figure aussi bien l'Association Louise Michel, qui maintient le souvenir de l'action entreprise par Louise Michel – notamment dans le domaine pédagogique –, que l'Association des Amis de la Commune qui se présente comme l'héritière de la Fraternelle des communards. Réputé proche du parti communiste, ce mouvement d'éducation populaire organise annuellement depuis 1970, tous les 24 mai, la commémoration « œcuménique » devant le Mur des Fédérés à laquelle s'associent tous les partis politiques de gauche, l'extrême gauche, les Verts, les anarchistes, les libres penseurs et d'autres mouvances. Le reste de l'année, elle anime des expositions itinérantes consacrées à la Commune et ses membres participent à des conférences publiques centrées sur l'œuvre de la Commune de 1871.



Commémoration des 130 ans de la Commune de Paris (mai 2001).  
© Association des Amis de la Commune

**Opérateurs syndicaux :** viennent ensuite les acteurs syndicaux, dont la plupart, militants et sections souvent liés à FO, s'associent à la commémoration du 24 mai. Tel est également le cas de la CGT ou de la FSU. Ce n'est qu'en 1936 que la CGT participe pour la première fois au rassemblement. Sa mémoire, tout comme celle de FO, se porte davantage vers le columbarium où reposent les cendres de nombre de ses dirigeants. Par la suite, c'est du côté de la 97<sup>e</sup> division de la nécropole qu'elle se focalisera, là où se trouve sa propre concession consacrée aux victimes de l'attentat de Charonne. Seules la CGT et FO organisent tous les ans, en marge de leur cortège dans la grande manifestation parisienne, leur propre commémoration du 1<sup>er</sup> mai, parallèlement à celle du GODF.

On doit signaler qu'en mai 2009, un groupe des Compagnons des devoirs réunis, arborant ses ornements distinctifs derrière la bannière de leur Cayenne de Lyon, a pour la première fois pris part à la cérémonie du GODF. Lors de la Commune, nombreux furent, en effet, les Compagnons à s'associer aux loges maçonniques et à combattre aux côtés des insurgés.



Constitution du cortège des dignitaires et bannières du GODF Père Lachaise (1<sup>er</sup> mai)  
© Franck Frégosi

**Opérateurs philosophiques... les maçons du GODF** : si la présence des opérateurs politiques de gauche et d'extrême gauche s'inscrit dans une certaine tradition historique liée au mouvement ouvrier, il en va autrement avec certains autres « pèlerins », comme les francs-maçons du GODF. Leur présence officielle devant le Mur est le fruit d'une évolution, qui ne remonte qu'aux années soixante-dix. C'est le reflet d'un choix stratégique, celui de l'extériorisation, qui caractérise bien le type de maçonnerie qu'incarne cette obédience.

Si des loges parisiennes avaient assez tôt pris l'habitude d'honorer la mémoire des maçons engagés dans la Commune, cet hommage demeurerait limité et circonscrit aux seuls lieux maçonniques. C'est à Fred Zeller, artiste peintre et ancien secrétaire de Léon Trotsky, alors président du Congrès des loges de la région parisienne du GODF dans les années soixante, que l'on doit la première cérémonie d'hommage public devant le Mur des Fédérés (Zeller, 1976 : 296). En 1971, le GODF, dirigé par l'écrivain Jacques Mitterrand, célèbre avec faste, processions et colloques le centenaire de la Commune. En mai de cette année, ce sont ainsi plus de quatre mille maçons du Grand Orient, du Droit humain et de la Grande Loge féminine de France qui se rendront en cortège avec leurs décors et leurs bannières au Mur des Fédérés. Le 24 avril, dans les locaux de l'obédience, rue Cadet, une tenue blanche (ouverte au public) sera organisée et consacrée à la Commune. À cette occasion, l'ensemble du Conseil de l'Ordre et les maçons présents entonnent solennellement le chant de *L'Internationale*, repris par tous les participants. En septembre 1971, Fred Zeller devient le trente-neuvième Grand Maître du GODF. Sous son impulsion, la première obédience maçonnique française, par le nombre d'adhérents, s'engage dans une politique nouvelle et intense d'extériorisation, qui jusqu'aujourd'hui caractérise son action civile et la distingue des autres obédiences.



Halte du cortège du GODF devant la tombe du baron Percy lors de l'hommage aux martyrs de la Commune, le 1<sup>er</sup> mai 2011. © Franck Frégosi



Nul ne peut contester que des maçons aient participé activement au gouvernement de la Commune (dix-huit membres du Conseil de la Commune étaient maçons sur soixante-dix élus) et que plusieurs communards après leur déportation intégrèrent la maçonnerie à l'instar de Louise Michel et de Jean-Baptiste Clément (Dittmar, 2003). Pour autant, nombreux étaient les maçons tenants de la ligne conciliatrice (Combes, 2000 : 162) qui voulaient éviter le bain de sang et tentèrent, en vain, des conciliations entre insurgés et Versaillais, parmi lesquels se trouvaient également des maçons. Comme le relève à juste titre Luc Nefontaine, « pas plus que la Révolution, la Commune n'est fille des maçons » (1994 : 61).

Lors d'une réunion de maçons au Châtelet, le 26 avril 1871, la majorité des participants tranche nettement en faveur de la Commune et décide d'aller rencontrer ses dirigeants. Les membres du Conseil de l'Ordre, l'instance exécutive du GODF, adoptent alors une circulaire désavouant totalement cette initiative. La circulaire précise que « la maçonnerie du Grand Orient de France ne se trouve nullement liée par la résolution prise dans l'assemblée du Châtelet et que cette résolution n'engage que les Maçons qui y ont personnellement adhéré »<sup>1</sup>. Une manifestation mêlant des maçons d'une soixantaine de loges et des Compagnons a lieu, le 29 avril, du Carrousel à l'Hôtel de Ville, puis vers la Porte Maillot où les bannières de loges sont finalement dressées. Un engagement est pris : si les bannières sont touchées par les balles des Versaillais, l'ensemble de la maçonnerie parisienne et provinciale se rangera derrière la Commune et prendra les armes pour la défendre. Mais le 29 mai, le Conseil de l'Ordre réaffirme que « la maçonnerie est restée parfaitement étrangère à la criminelle sédition qui a épouvanté l'univers, en couvrant Paris de sang et de ruines, qu'il n'y a aucune solidarité possible entre ses doctrines et celles de la Commune et que si quelques hommes indignes du nom de Maçons ont pu tenter de transformer notre bannière pacifique en drapeau de guerre civile le Grand Orient les répudie comme ayant manqué à leurs devoirs sacrés » (Ligou, 1987 : 280). Lorsque, par la suite, le frère et pasteur Frédéric Desmons proposera que le Convent adopte une proposition d'amnistie générale des insurgés de 1871, celui-ci refusera même que cette suggestion soit publiquement débattue. Au vu de ces faits, il y a donc quelque ironie de l'histoire, à voir aujourd'hui défiler devant le Mur des Fédérés les dignitaires d'une obédience dont les prédécesseurs, à l'époque, avaient pris soin de se désolidariser totalement d'une expérience jugée contraire à leurs idéaux pacifiques. Il est tout aussi anachronique d'entendre, de nos jours, les dignitaires de cette obédience faire comme si la laïcité était déjà, en 1871, un des principes unanimement admis par l'obédience. À l'époque, la maçonnerie dite régulière imposait à tous ses membres l'obligation de croire en l'existence de Dieu et en l'immortalité de l'âme. Ce n'est qu'en 1877 que le GODF renoncera à ces deux impératifs et, s'agissant du vote de la loi de Séparation, en 1905, les maçons n'étaient toujours pas unanimes, au sein même du GODF.

---

1. *Bulletin du GODF*, 27<sup>e</sup> année, 1871, 3<sup>e</sup> série, p. 22.

## Les diverses facettes de l'hommage à la Commune

Le fait que ces différents opérateurs défilent une fois l'an devant le même Mur ne saurait nous conduire à conclure qu'ils s'y rendent animés des mêmes sentiments, ni que leurs interprétations de la Commune et de son héritage sont en tout point identiques et transposables. Il est un fait, par exemple, que du côté des francs-maçons et des libres penseurs, c'est davantage le versant laïque et anticlérical de l'œuvre de la Commune, et la participation effective de maçons parisiens et de libres penseurs au plus haut niveau au gouvernement communaliste qui sont mis en avant et font l'objet de discours élogieux, plutôt que les mesures sociales adoptées alors. Si cette dimension laïque de la Commune n'est guère contestable d'un strict point de vue historique, elle ne donne néanmoins pas lieu au même déploiement de fougue dans les autres groupes qui défilent devant le Mur.

C'est du côté du Grand Orient de France, des membres du Conseil de l'Ordre et de la délégation de loges parisiennes que la référence à la laïcité est la plus nette, ainsi que parmi les militants de la Libre pensée. « Dès le 2 avril, déclare Georges Ferré, Grand Maître adjoint du GODF, en 2007, les premières mesures prises en assemblée générale sont : la séparation de l'Église et de l'État et la suppression du budget des cultes. Le Frère Raoul Rigault se montre particulièrement actif dans la laïcisation des services publics (...) Il faudra attendre 34 ans, le 9 décembre 1905, pour que se réalise enfin la séparation sous l'impulsion du frère Émile Combes ». On notera au passage la persistance des idées reçues, puisqu'on attribue la paternité de la loi de Séparation en lieu et place d'Aristide Briand à Émile Combes, alors même que ce dernier n'était plus président du Conseil et qu'il était, de surcroît, favorable à un renforcement du système concordataire. Maurice Azoulay, responsable du groupe Lorulot de l'Association de la Libre pensée, déclare, devant le Mur, le 20 mai 2006 :

« Il ne faut pas oublier que le 3 avril 1871, le décret séparant l'Église de l'État est proclamé et affiché sur les murs de Paris... C'est la Commune de Paris qui a institué le pouvoir politique par lequel les Dieux et les Églises n'ont plus rien à voir avec la République. C'est depuis ce jour que la liberté de conscience a été instituée. Nul ne peut ignorer cette liberté individuelle à laquelle tout le monde civilisé et intelligent est attaché. » <sup>2</sup>

Cette porosité entre les discours sur l'héritage laïque de la Commune se trouve accentuée par le fait que des liens organiques forts ont toujours historiquement existé entre les deux groupes visés <sup>3</sup>. C'est là, comme nous l'avons noté, une différence notable avec les militants d'extrême gauche qui, s'ils ne manquent pas non plus d'évoquer la séparation des cultes et de l'État, insistent davantage sur le volet social des mesures prises par la Commune.

---

2. <http://lpgroupelorulot.site.voila.fr/paeg4.html>

3. L'actuel président national de la Libre Pensée est Marc Blondel, ancien responsable syndical FO, franc-maçon membre du GODF, son vice-président est un ancien grand maître du GODF.

Du côté du Mouvement républicain et citoyen, on exalte, à côté de la dimension sociale, le versant patriotique de la Commune :

« La Commune est donc un acte de résistance sociale et patriotique, (...) c'est le peuple en armes qui a mis en déroute les monarchies coalisées contre la révolution. C'est le peuple de Paris qui a voulu continuer le combat plutôt que de pactiser avec l'occupant, c'est le peuple de l'ombre qui a choisi la Résistance, et ce furent les anonymes, les sans-grades qui rejoignirent de Gaulle à Londres. Depuis plus de deux cents ans, les républicains allient l'indépendance nationale à la conquête de l'égalité sociale. L'une ne va pas sans l'autre. Au mouvement républicain et citoyen, nous avons coutume de dire que le progrès social sans liberté nationale est une imposture. » (Autexier, 2007)<sup>4</sup>

## Pèlerinage laïque, commémoratif et partisan

La commémoration annuelle des morts de la Commune devant le Mur des Fédérés s'est peu à peu imposée comme un pèlerinage laïque, commémoratif et partisan.

### Un pèlerinage laïque

Le vocable de pèlerinage laïque n'est pas nouveau en soi. On l'utilise notamment pour rendre compte soit de déplacements effectués par un personnage illustre et ses proches en un lieu particulier, soit pour désigner l'hommage collectif rendu à un personnage de renom disparu et qui s'est illustré par une œuvre littéraire d'envergure et un engagement humaniste.

Au premier cas de figure correspond l'ascension de la roche de Solutré (Saône-et-Loire) qu'accomplissait, sur un mode privé, François Mitterrand, chaque dimanche de Pentecôte depuis 1946 et qui revêtit après son accession à la présidence de la République, le 10 mai 1981, une dimension éminemment publique. Marc Abèlès perçoit dans ce rituel : « un dialogue entre l'homme Mitterrand et la transcendance de la France historique » (1990 : 142). Mitterrand écrivait à propos de ce pèlerinage dont il était lui-même le créateur : « De là, j'aperçois mieux ce qui va, ce qui vient et surtout ce qui ne bouge pas » (1975 : 175). Il est vrai que l'ancien chef de l'État ne manquait pas, sur un mode qui restera toujours privé, de visiter d'autres lieux de pèlerinage, chrétiens ceux-là, comme Vézelay ou Taizé, où il se rendait souvent au lendemain de l'ascension de Solutré.

Il est aussi explicitement question d'un pèlerinage laïque à propos de l'hommage public rendu, depuis 1908, tous les premiers dimanches d'octobre à la mémoire d'Émile Zola dans sa maison de Médan et qui rassemble quatre cents à cinq cents personnes. Ce rassemblement, voulu par la famille Zola, est organisé par l'Association des *Cahiers naturalistes*. À cette occasion, des personnalités du

---

4. Allocution Jean-Yves Autexier, Paris, Père-Lachaise, 12 mai 2007, in [http://www.mrc75.org/MRC\\_PARIS\\_discours/alloc\\_AUTEXIER\\_2007](http://www.mrc75.org/MRC_PARIS_discours/alloc_AUTEXIER_2007)

monde des lettres ou de la politique sont invitées à prendre la parole et livrent une allocution consacrée à l'humanisme et à l'engagement de Zola :

« J'ai le sentiment d'accomplir ici un pèlerinage, au sens laïque du terme, c'est-à-dire un hommage teinté de reconnaissance républicaine. Reconnaissance, car aussi bien "l'homme Zola" que son œuvre, sont au creux le plus chaud, le plus intime de la culture populaire de notre pays. Zola, il suffit de prononcer son nom (...) pour qu'immédiatement naissent en nos esprits des images de résistance, de justes combats, de souffrances endurées et d'immenses joies, de désespoirs profonds et de grandes espérances, de révoltes et de victoires jamais assurées. » (Tasca, 2000)

Le pèlerinage au Mur, à l'instar du culte rendu devant les monuments aux morts, est « un culte laïque qui n'a ni dieu ni prêtre » (Prost, 1997 : 219). Ce caractère laïque, voire laïciste, se trouve renforcé par le fait que ce pèlerinage vise aussi à valoriser une expérience dans lequel le religieux, catholique pour l'essentiel, faisait davantage figure d'un repoussoir dont il convenait de limiter juridiquement l'influence sociale en le tenant à l'écart des financements et de tous les supports publics, et de le combattre politiquement comme solidaire d'un système anachronique et oppressif. Ce religieux récusé dans sa dimension institutionnelle particulière (l'Église catholique) n'en est pas moins implicitement présent comme réalité anthropologique et perdure, parmi les nostalgiques de la Commune, dans la ferveur quasi religieuse et le cérémonial déployé devant le Mur des Fédérés.

Outre un décorum qui s'apparente aux cérémonies religieuses (bannières, symboles...), la procession de montée au Mur du GODF prend des allures de promenade printanière où les participants, accompagnés parfois de leurs compagnes, ne renoncent pas plus à user de leurs téléphones portables qu'à s'interpeller bruyamment et à se gausser de bons mots. L'ambiance bonne enfant tranche avec la gravité des discours officiels prononcés devant le Mur, mais donne à l'hommage aux morts de la Commune, comme à tout pèlerinage, une dimension festive, décontractée, qui assourdit toute velléité radicale. Cela montre bien la coexistence de temporalités différentes selon lesquelles le participant est tour à tour un promeneur en goguette, un jeune Frère entouré de ses aînés, un militant laïque fasciné par la symbolique de la Commune. Mais tous partagent un ensemble de valeurs et de références, au sein d'une fraternité élective (Hervieu-Léger, 1993 : 217).

### Un pèlerinage commémoratif

Ce pèlerinage est commémoratif car il s'agit là, avant tout, de faire mémoire du sacrifice des communards de 1871, d'honorer le souvenir des combattants (assimilés à des martyrs) et des simples citoyens tombés sous les balles des troupes envoyées par le gouvernement replié à Versailles. Cette dimension commémorative a revêtu dans le passé une tonalité funèbre, moins prégnante de nos jours. Il s'agissait alors de réparer envers les insurgés morts une injustice, celle de n'avoir pas reçu de funérailles civiles et l'hommage de leurs proches, mais aussi



celle d'avoir été massacrés par leurs compatriotes et par un gouvernement qui se réclamait tant bien que mal de la République. C'est le Parti communiste qui participera activement, dans l'entre-deux-guerres, à l'effacement progressif du rite funèbre au profit d'une plus grande politisation de la séquence. Ce processus connaîtra une nette inflexion après la Seconde Guerre mondiale, dès lors qu'il s'agira, cette fois, d'honorer les résistants et les déportés.

Dans cette séquence commémorative, la dimension émotionnelle trouve pleinement à s'exprimer et peut donner lieu à l'expression d'une certaine forme de radicalité politique, sur un mode intimiste, certes, car pratiqué par un nombre limité de militants, mais qui n'en traduit pas moins une forme de « publicisation des griefs » (Latte, 2009 : 119). Aussi bien du côté des militants de la gauche radicale, des acteurs associatifs que des francs-maçons du GODF, tous les discours entendent associer les combats de la Commune de 1871 aux luttes sociales et aux défis d'aujourd'hui. C'est ainsi que Guy Arcizet, Grand Maître du GODF déclarait en mai 2011, que la leçon de la Commune gardait toute son actualité en ce qu'elle exprimait avant tout le refus de la fatalité (l'armistice, l'exploitation sociale...) et qu'il était du ressort des maçons, à leur tour, de faire retour à la réalité quotidienne et de refuser la persistance des exclusions, le racisme et la montée des populismes en Europe. Tout en reconnaissant que les Versaillais ne pouvaient être assimilés aux occupants nazis, ni Adolphe Thiers à Philippe Pétain, il n'en demeure pas moins, à ses yeux, que la Commune continue de résonner comme un temps fort de l'esprit de résistance.

Faire mémoire de l'œuvre de la Commune, c'est inciter les femmes et les hommes d'aujourd'hui à agir en dignes héritiers de cette dernière. Le rappel du passé se mue en célébration du courage politique, les acquis de cette expérience en éloge des actions à mener dans le présent et le futur.

## Un pèlerinage partisan

Le caractère partisan réside dans le fait qu'à la différence des autres cérémonies civiques et républicaines se déroulant devant des monuments aux morts, comme celle du 11 novembre, il n'est pas question d'exalter devant le Mur des Fédérés un quelconque sentiment strictement patriotique ou de mettre en scène une vision consensuelle de la Nation. Il s'agit avant tout d'honorer la seule mémoire des victimes d'une répression illégitime : en somme de réparer une injustice faite au peuple parisien martyrisé. Dans la droite ligne des cérémonies en honneur aux martyrs républicains tombés sous la Restauration, l'hommage rendu aux fusillés de 1871 met à nu la dissension civile, il participe du « culte des vaincus » (Fureix, 2009 : 435) dans lequel se retrouvent intrinsèquement mêlés revanche de la mémoire, deuil, violence révolutionnaire et justice punitive. Comme l'écrit Emmanuel Fureix, « les vaincus, en rendant hommage à leurs morts, appellent à perpétuer le conflit, au nom d'une vengeance communautaire, mais plus encore d'une souveraineté populaire violée » (Fureix, 2009 : 454).

Il s'agit d'un pèlerinage « rouge » : la dominante des drapeaux devant le mur l'illustre avec force ! Le rouge, et parfois le noir, sont toujours de rigueur. Le drapeau tricolore n'a officiellement fait son apparition qu'en 1945 à l'initiative du Parti communiste et se retrouvent souvent aujourd'hui, dans une version minimaliste, sur les écharpes des élus de la ville de Paris et des parlementaires participant au rassemblement du GODF le 1<sup>er</sup> mai.

### Une liturgie séculière en forme de procession

Les cérémonies se déroulent selon un calendrier liturgique précis qui commence le 1<sup>er</sup> mai avec le rassemblement en matinée du GODF puis de la CGT et de FO. Le 18 mai c'est au tour du MRC et le 24 mai se tient le rassemblement organisé par les Amis de la Commune. En dehors de ces dates phares, les lieux sont également visités à l'occasion de cérémonies liées à l'anniversaire de la disparition d'une personnalité politique ou d'un militant révolutionnaire<sup>5</sup>.

Les rites en usage devant le mur sont de type processionnaire. Ils font de ce lieu particulier à la fois un mémorial, devant lequel on vient se souvenir des défunts, et un espace permanent de sanctification, pour les révolutionnaires d'aujourd'hui et les partisans d'une République universelle.

Le religieux civil et partisan qui s'exprime à cette occasion consiste pour partie d'abord dans une perpétuation laïcisée du culte des corps saints (Dupront, 1987 : 383) au travers du culte des morts de la Commune, de ces martyrs,



Dépôt de gerbes sur la tombe de Jean-Baptiste Clément  
par les dignitaires du GODF (1<sup>er</sup> mai 2008). © Lacot

5. Selon les années, il arrive également que des groupes de libres-penseurs organisent leur propre manifestation dans le courant du mois de mai.



Bannières de loges. © Franck Frégosi

témoins d'une République sociale interrompue dont un noyau de fidèles perpétue le souvenir et entend chaque année faire mémoire en organisant des rassemblements commémoratifs. Il se concrétise par le dépôt de gerbes, de couronnes d'œillets rouges ou de simples bouquets d'églatine au mur, la présence de ces décors floraux renvoyant explicitement au culte des morts.

Le rassemblement proprement dit est généralement précédé par une liturgie processionnaire séculière, elle-même haute en couleur. Pour le GODF, le déroulement de la cérémonie est toujours identique : regroupement des participants à 10 heures à l'entrée principale du cimetière, constitution du cortège qui se rend à pied, par le chemin des Acacias, jusqu'au Mur des Fédérés, dépôt de gerbes.



Dans le cadre de cette cérémonie, le GODF veille de façon systématique à associer à l'hommage rendu aux martyrs de 1871 diverses autres figures portant des idéaux humanistes. C'est ainsi qu'en 2011, outre Jean-Baptiste Clément, furent honorés durant la procession de montée au Mur, le baron Percy (1754-1825), médecin des armées impériales et la comtesse de La Valette (1769-1855). À chacune de ces haltes, le Grand Maître et un de ses confrères retracent l'action et la renommée des personnes honorées, souvent liées à la maçonnerie. Ces haltes sont autant de stations laïques dans une ascension dont le point culminant reste le Mur. Ce cheminement concrétise en acte l'existence d'une lignée historique glorieuse et ininterrompue qui associe la franc-maçonnerie humaniste pétrie des idéaux des Lumières et les communards. C'est ainsi que se trouve confortée l'idée maîtresse de ce rassemblement : que la franc-maçonnerie est non seulement sœur de la République, mais aussi sœur de la Commune. Dans les autres cortèges, durant la traversée de la nécropole, banderoles et drapeaux écarlates sont déployés et flottent au vent, parfois quelques pavillons noirs se détachent sur les bords du défilé, ou des bannières de loges du GODF. Le cérémonial se poursuit généralement après ou avant une minute de silence, « forme laïcisée de la prière » (Prost, 1997 : 212), par des discours aux allures d'homélies séculières à destination de militants ou de frères et maçons qui révèrent l'expérience communarde comme l'aube d'un sursaut révolutionnaire et humaniste, premier pas vers l'avènement d'une société égalitaire, toujours à venir. Une fois parvenu devant le Mur, le protocole du GODF prévoit qu'un élu de l'arrondissement prenne la parole. L'élu commence par vanter l'esprit toujours rebelle de son arrondissement et met en scène une continuité idéologique entre l'œuvre sociale de la Commune et les actions menées par les élus socialistes de l'arrondissement. Mais très vite le ton se fait plus solennel : les discours résonnent alors des noms de Robespierre, de Marx et d'Engels et de ceux des communards du XX<sup>e</sup> arrondissement (Bergeret, Flourens...) Des métaphores religieuses se mêlent aux formules maçonniques : sont évoquées les « pierres vivantes » que sont les sépulcres du Père-Lachaise et les participants sont invités « à plonger leurs mains dans cette terre sacrée ». La franc-maçonnerie n'est pas non plus absente de ces discours : sont ainsi évoqués « (...) mesdames et messieurs les dignitaires des Obédiences amies, présents ce jour ou reliés à nous par la longue chaîne vivante de la Tradition (...) Salut et Fraternité », ou lorsque la présence au Mur des Fédérés est comparée à l'épreuve de la terre (Joseph, 2010). Le Grand Maître en exercice lit à son tour un discours. C'est souvent l'occasion pour lui de se livrer à une annexion maçonnique de l'œuvre de la Commune. La franc-maçonnerie est valorisée comme l'inspiratrice majeure des réformes de la Commune. Les idéaux humanistes et sociaux promus par la franc-maçonnerie tendent à devenir le référentiel exclusif de la Commune, en lieu et place des apports idéologiques des courants socialistes, voire anarchistes. Ce discours participe d'un lissage de l'expérience de 1871, dont on gomme la pluralité idéologique tout en faisant du GODF le gardien de la tradition communaliste.

Pour le GODF, au son de l'orgue de barbarie du chanteur de rue Riton la Manivelle, la célébration s'achève par la chanson reprise en chœur du *Temps des cerises*. Alors que ce chant marque normalement la fin officielle de la cérémonie, et que les dignitaires échangent des saluts, les participants entonnent *L'Internationale*.

Le scénario est inverse dans les autres cortèges : poings dressés, les militants chantent *L'Internationale*, parfois suivie du *Temps des cerises*. Il est manifeste que par rapport aux autres cortèges des associations ou des partis politiques, celui du GODF, par son cérémonial et le décorum déployés, est celui qui s'apparente le plus aux cortèges des pèlerinages religieux, ceux de Lourdes, de Sainte-Anne-d'Auray ou de Saint-Jacques-de-Compostelle. Tout y est : les célébrants (membres du Conseil de l'Ordre) revêtus, en guise d'étoles laïques, de leurs sautoirs jaune, vert et or, accompagnés des Vénérables des loges historiques ayant participé à la Commune, de sœurs et de frères maîtres arborant leur cordon bleu ciel (rite français), ou bleu cerné de rouge (rite écossais ancien et accepté), suivis des bannières de loges portant des symboles (équerre, compas, triangle équilatéral, colonnes...), les fleurs et, en guise de cantique ou d'*Ave Maria*, le *Temps des cerises*.

Tous ces détails évoquent plus une procession religieuse qu'un défilé de « nostalgiques » du Grand Soir.

### **Le Mur des Fédérés : mémorial des révolutionnaires et espace de sanctification séculière**

Le Mur des Fédérés est pour la gauche communiste et l'extrême gauche ce que le mont Valérien incarne pour la France de la résistance gaulliste : un mémorial, un espace funéraire, un lieu du souvenir devant lequel on vient honorer non seulement ceux qui sont tombés en 1871, mais aussi tous les responsables politiques, ou simples militants révolutionnaires de tous les temps. Ce lieu se trouve ainsi chargé d'une aura de sacralité, d'une sacralité née du sang versé en 1871.

Mur du souvenir, il devient par ricochet le mur de l'espérance, là où les révolutionnaires d'aujourd'hui peuvent utilement venir se ressourcer et « communier » ensemble avec les esprits, les mânes des révolutionnaires du passé et constituer ainsi une communion laïque de tous les « saints révoltés ».

Cette sacralité politique s'est par la suite vue confirmée par l'inhumation dans le reste de la nécropole, et face au Mur, de grandes figures révolutionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle : les époux Longuet-Lafargue (gendre et fille de Marx), Jean-Baptiste Clément, l'auteur du *Temps des Cerises*, et d'autres communards. Sur le boulevard circulaire, et dans la même division, entre des monuments à la Déportation (Sachsenhausen, Auschwitz, Ravensbrück...) et aux héros de la Résistance, se dressent les tombes de certains dirigeants communistes : là reposent Henri

Barbusse, Paul Vaillant-Couturier, Maurice Thorez, Marcel Cachin, Jacques Duclos, puis un peu plus loin, Waldeck-Rochet, Gaston Plissonnier et plusieurs combattants de la guerre d'Espagne.

Pour l'anniversaire des dix ans de la mort de Georges Marchais, le comité central du PCF s'est rendu au Mur pour y déposer une gerbe souvenir, preuve, en l'absence du corps du défunt qui n'est pas inhumé au Père-Lachaise, que le lieu demeure dans l'imaginaire communiste chargé d'une aura particulière, un « Panthéon de substitution » (Tartakowsky, 1999 : 167).

Pour nombre de militants révolutionnaires, le Mur est le lieu par excellence devant lequel il convient de se réunir pour rendre hommage aux camarades de lutte disparus. C'est ainsi qu'après les obsèques privées de Joëlle Aubron, ex-détenue et ancienne membre du groupe Action directe, des militants d'extrême gauche s'étaient donné rendez-vous au Père-Lachaise. Là, le 18 mars 2006, date anniversaire du déclenchement de la Commune, une foule de sympathisants et de militants, hommes et femmes à visage découvert, porteurs de couronnes et de bouquets de fleurs rouges, alors que claquaient au vent des drapeaux rouges, chantèrent *L'Internationale* : ils rendaient les honneurs à leur « camarade et amie » Joëlle Aubron. À cette occasion, un parallèle est établi entre l'œuvre inachevée de la Commune et l'engagement contemporain de Joëlle Aubron, à l'échelle nationale et internationale.



Hommages à Joëlle Aubron devant au Mur des Fédérés (18 mars 2006).

© linter.over-blog.com

« Quel hommage plus symbolique pouvions-nous lui rendre qu'en nous rassemblant dans ce lieu ? De la Commune de Paris à l'engagement politique de Joëlle dans la lutte armée, c'est la longue file rouge des combattants pour la liberté qui s'avance et c'est cet esprit de résistance et de lutte qui nous relie à elle (...) Pour la libération de tous

les militants d'Action directe emprisonnés ! Pour une société sans classes et sans prisons ! Vive la Commune ! » <sup>6</sup>

Il en fut de même après l'inhumation de Bruno Baudrillart, militant d'extrême gauche qui reçut, lui aussi, un hommage au Mur des Fédérés, en octobre 2007, avec pour slogan fédérateur : « Pour un communisme vécu, pour le communisme toujours » <sup>7</sup>. Il est dépeint comme appartenant « à la longue chaîne des révoltés, des rebelles, des militants conscients qui de lutte en lutte affirment qu'une autre société est possible, que l'exploitation est intolérable » <sup>8</sup>. En agissant de la sorte, ces militants ne font pas que célébrer la mémoire de leurs camarades ; par leur présence devant le Mur auquel ils apposent, pendant le temps de la manifestation, la photographie de leurs disparus, ce lieu semble demeurer par-delà les siècles la tombe par procuration de tous les révoltés et, au-delà, un espace de sanctification, voire un sanctuaire de la Révolution à ciel ouvert.

Au regard de l'histoire, c'est le caractère funèbre qui s'est imposé et qui perdure chez certains groupuscules gauchistes. On monte au Mur pour honorer les insurgés de 1871 et célébrer le souvenir des révoltés défunts d'aujourd'hui, de tous ceux qui militent pour la cause révolutionnaire et l'avènement d'une société sans classes. Ces rites, constitutifs d'une mémoire ouvrière et révolutionnaire et fortement « schématisés » (Rivière, 1988 : 157) laissent une grande place à la répétition de slogans du type « Vive la Commune, Vive la société sans classe ». Ils tendent à graver dans les esprits des participants une vision souvent bipolaire, manichéenne de la réalité historique. Il en va de même pour le GODF, où les discours prononcés s'attachent tous à démontrer que les idéaux de la Commune se confondent davantage avec ceux de la maçonnerie libérale dont le GODF est l'épicentre dans l'hexagone, qu'avec une quelconque idéologie politique (marxiste, socialiste, etc.)

Comme l'a montré Claude Rivière, ces rites célèbrent un âge d'or révolu, plus ou moins mythifié (la République sociale de 1871), et quelques-unes de ses réalisations majeures (la séparation des Églises et de l'État, la création de l'école laïque et gratuite, la création des écoles primaires pour filles et des collèges professionnels, les coopératives de production...), et sont destinés à créer un consensus autour d'un épisode historique dont on ne retient le plus souvent que le caractère sanglant et subversif et non la teneur émancipatrice et progressiste pour l'époque. Car il s'agit en même temps d'un consensus partisan, limité aux différentes familles de la gauche et de l'extrême gauche française. À la différence des rites séculiers civils, qui s'inscrivent généralement dans un système de gouvernement qu'ils s'efforcent de mettre en scène, de conforter, la montée au Mur revêt toujours une tonalité protestataire, avec ces drapeaux rouges parfois frappés du

---

6. Texte lu au Mur des Fédérés, le 18 mars 2006, voir <http://nlpf.samizdat.net/spip.php?article215>

7. Voir <http://linter.over-blog.com/article-13077570.html>

8. *Ibid.*



marteau et de la faucille. Même si le Mur a été inscrit à l'inventaire des monuments historiques, pour quelques nostalgiques de la révolution sociale ce pèlerinage résonne toujours comme une contestation de l'ordre en place. C'est l'occasion, dans un décor printanier, de dénoncer publiquement pour les uns (militants de l'extrême gauche et quelques opérateurs associatifs) la persistance des injustices sociales et donc l'urgence d'un projet politique digne de celui de la Commune de 1871, là où pour d'autres (la gauche socialiste non communiste), il s'agira d'un simple hommage de principe à un épisode historique qui a marqué la mémoire ouvrière parisienne. Pour les maçons du GODF, il s'agit moins d'exalter la révolution prolétarienne que de tenter de s'approprier un événement et de démontrer que la maçonnerie y a joué un rôle de premier plan, et n'hésitait pas à s'engager dans la société et à œuvrer dans le sens du progrès social et de la laïcité. C'est surtout l'occasion pour les responsables de cette obédience de se poser à leur tour comme les gardiens de l'héritage de la Commune, d'appeler à la vigilance face à toute remise en cause (hypothétique) de la laïcité érigée en valeur suprême de l'engagement maçonnique.



Bannières de loges devant le Mur des Fédérés (1<sup>er</sup> mai 2011). © Franck Frégosi

Le Mur des Fédérés au Père-Lachaise est un authentique lieu de pèlerinage pour un ensemble hétérogène de militants de la gauche démocratique et révolutionnaire, de libres penseurs et de francs-maçons. Cet espace s'est imposé comme le point d'aboutissement de cortèges, de processions laïques militantes où les drapeaux rouges succèdent (se mêlent) aux bannières maçonniques, ou les poings dressés et *L'Internationale* font concurrence aux cordons de dignitaires maçons frappés de l'équerre et du compas entonnant le *Chant des cerises*. Ce sont là des formes laïcisées de célébration du culte des martyrs, des témoins d'une foi ou d'une espérance révolutionnaire.

À la logique mémorielle et commémorative, il convient d'ajouter la volonté de raccorder un engagement actuel dans la continuité de celui des communards de jadis. À partir de là, s'est progressivement construite tout au long de ces cérémonies, devant ce Mur, dans la mémoire des militants, une véritable lignée croyante, une continuité sacrale qui rassemble à travers les âges les révolutionnaires de 1871 et ceux des années suivantes en un immense cortège, une insolite communion laïque des saints révolutionnaires, où la commémoration des luttes passées devient célébration des combats du présent.

Par le lieu où se déroulent ces rassemblements, un cimetière, l'analogie entre ces processions laïques et les processions religieuses chrétiennes se trouve renforcée : s'il n'est pas question dans l'esprit des « fidèles » du Mur de croire en la résurrection de la chair, l'idée de résurrection reste métaphoriquement présente dans leurs déclarations. « Comme les communards sortent de leur tombeau criblés de balles, pour ranimer la flamme de nos engagements, déclare un de ces fidèles, nous dirons avec Friedrich Engels et Karl Marx : "la Commune que les puissances du vieux monde croyaient avoir exterminée vit plus forte que jamais, et nous pouvons nous écrier avec vous : Vive la Commune » (Joseph, 2010).

Si les révoltés de 1871 sont bien morts, l'esprit de la Commune continue de souffler, là, près du Mur des Fédérés, plus qu'ailleurs.

Franck FRÉGOSI

UMR 7012 PRISME, Université de Strasbourg  
franck.fregosi@orange.fr

## Bibliographie

- ABÈLÈS Marc, 1990, *Anthropologie de l'État*, Paris, Armand Colin, coll. « Anthropologie au présent ».
- AUTEXIER Jean-Yves, 2007, *Allocution*, Paris, Père-Lachaise, 12 mai 2007, in [http://www.mrc75.org/MRC\\_PARIS\\_discours/alloc\\_AUTEXIER\\_2007](http://www.mrc75.org/MRC_PARIS_discours/alloc_AUTEXIER_2007)
- CHELINI Jean, BRANTHOMME Henri, 2004, *Les pèlerinages dans le monde. À travers le temps et l'espace*, Paris, Hachette.
- COMBES André, 2000, notice « Commune de Paris », in Saunier E., (éd.), *Encyclopédie de la Franc-maçonnerie*, Paris, Encyclopédies d'aujourd'hui, Le Livre de Poche, p. 162.
- DALOTEL Alain, « Un pèlerinage rouge : la montée au Mur des Fédérés (1878-1914) », in <http://www.gavroche.info/index.php?=rub>
- DITTMAR Gérald, 2003, *Les Francs-Maçons et la Commune de 1871*, Paris,   ditions Dittmar.
- DUPRONT Alphonse, 1987, *Du sacré. Croisades et pèlerinages. Images et langages*, Paris, Gallimard.
- FUREIX Emmanuel, 2009, *La France des larmes. Deuils politiques à l'âge romantique (1814-1840)*, Paris, Champ Vallon, coll. «   poques ».
- HERVIEU-LÉGER Danièle, 1993, *La religion pour mémoire*, Paris,   ditions du Cerf.
- JOSEPH Pascal, 2010, « Au Mur des Fédérés avec le GODF », in <http://www.pascaljoseph.com/?p=665#more-665.fr>

- LATTÉ Stéphane, 2009, « Commémoration », in Filleule O., Mathieu L., Pechu C., (éds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Les Presses de Sciences Po, pp. 116-123.
- LIGOU Daniel, 1987, notice « Commune », in Ligou D., (éd.), *Dictionnaire de la Franc-maçonnerie*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 280.
- MITTERRAND François, 1975, *La paille et le grain. Chronique*, Paris, Flammarion.
- NEFONTAINE Luc, 1994, *La Franc-Maçonnerie. Une fraternité révélée*, Paris, Découverte-Gallimard, 211.
- PROST André, 1997, « Les monuments aux morts. Culte républicain ? Culte civique ? Culte patriotique ? », in Nora P., (ed.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », pp. 199-223.
- QUILLARDET Jean-Michel, *Discours du Grand Maître et Président du Conseil de l'Ordre du GODF devant le Mur des Fédérés, le 1<sup>er</sup> mai 2007*, in <http://www.godf.org>
- REBÉRIOUX Madeleine, 1997, « Le Mur des Fédérés. Rouge, "sang craché" », in Nora P., (éd.), *Les lieux de mémoire*, tome 1, Paris, Quarto-Gallimard, pp. 535-558.
- RIVIÈRE Claude, 1988, *Les liturgies politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Sociologie d'aujourd'hui ».
- TARTAKOWSKY Danièle, 1999, *Nous irons chanter sur vos tombes. Le Père-Lachaise, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier, coll. « Historique ».
- TASCA Catherine, 2000, *Pèlerinage de Medan 2000*, Allocution de Catherine Tasca, Ministre de la Culture et de la Communication, in <http://www.cahiers-naturalistes.com>
- ZELLER Fred, 1976, *Trois points c'est tout. Les mémoires de l'ancien Grand Maître du Grand Orient de France*, Paris, Robert Laffont.

## Résumé

*Depuis plus d'un siècle la « montée » au Mur des Fédérés du Père Lachaise durant le mois de mai s'est imposée comme l'expression d'un pèlerinage laïque auquel participent des militants politiques de gauche, des syndicalistes et des francs maçons en mémoire des communards tombés en martyrs du gouvernement versaillais en mai 1871.*

*Nous sommes là face à un type particulier de pèlerinage inattendu, le pèlerinage laïque commémoratif et partisan qui illustre le croisement entre le domaine du sacré et une forme de mobilisation sociale partisane, en un mot la quête inconsciente d'un sacré et de rituels de substitution pour ceux que leurs choix philosophiques et politiques éloignent habituellement des rituels religieux classiques.*

*Mots-clés : pèlerinage, commémoration, rites séculiers, procession, laïcité, parti politique, franc-maçonnerie, libre pensée, socialisme, communisme.*

## Abstract

*For more than a century the "climb" to the Communards' Wall at the Father Lachaise cemetery during May becomes essential as the expression of a secular pilgrimage in which left-wing activists, union activists and freemasons participate, in memory of Communards fell as martyrs over against the conservative French government of Versailles in May 1871.*

*We encounter a new type of particular pilgrimage which is secular-commemorative and partisan, illustrating the crossing between the domain of the “sacredness” and a form of partisan social mobilization; in brief the unconscious quest of a sacredness and rites of replacement for those whose philosophic and political choices usually diverge from the classic religious rites.*

*Key words: pilgrimage, commemoration, secular rites, procession, secularism, political party, free masonry, free thought, socialism, communism.*

## **Resumen**

*Desde hace más de un siglo la “subida” al Muro de los Federados de Père Lachaise durante el mes de mayo se ha impuesto como la expresión de una peregrinación laica de la que participan militantes políticos de izquierda, sindicalistas y franc-masones en memoria de los comuneros caídos como mártires del gobierno versallés en mayo de 1871.*

*Estamos aquí frente a un tipo particular de peregrinación inesperada, la peregrinación laica conmemorativa y partisana que ilustra el cruzamiento entre el ámbito de lo sagrado y una forma de movilización social partisana, en una palabra la búsqueda inconsciente de un sagrado y de rituales de sustitución para aquellos que alejan habitualmente los rituales religiosos clásicos de las elecciones filosóficas y políticas.*

*Palabras clave: Peregrinación, conmemoración, ritos seculares, procesión, laicidad, partido político, franc-masonería, librepensamiento, socialismo, comunismo.*

